



Centre Hospitalier Le Vinatier

Pôle Achats et Ingénierie
Cellule Achats et Marchés
BP30039
95 Boulevard Pinel
69678 Bron Cedex

ACCORD-CADRE DE SERVICES

**ENTRETIEN, DESINCARCERATION D'ASCENSEURS, DE
MONTE-CHARGES ET DE PLATE-FORMES ELEVATRICES
DU CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER**

N°250107

Cahier des Clauses Administratives Particulières

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - OBJET DU MARCHE	4
1.2 - DECOMPOSITION EN LOTS	4
1.3 - DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION	4
1.4 – PROCEDURE DE PASSATION	5
1.5 – FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE	5
1.6 – PRESTATIONS SIMILAIRES	5
1.7 – MARCHES COMPLEMENTAIRES	5
1.8 - PRESTATIONS A LA DEMANDE	5
ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	5
ARTICLE 3 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
3.1 - DELAIS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE	6
3.2 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	7
3.3- DEVELOPPEMENT DURABLE- CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	7
ARTICLE 4 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 5 : MAINTENANCE ET GARANTIES DES PRESTATIONS	8
5.1 – MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURATIVE	8
5.2 – GARANTIE	8
ARTICLE 6 : GARANTIES FINANCIERES	8
ARTICLE 7 : AVANCE	8
ARTICLE 8 : PRIX DU MARCHE	9
8.1– CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	9
8.2– MODALITES DE VARIATIONS DES PRIX :	9
ARTICLE 9 : CLAUSES DE REEXAMEN	9
ARTICLE 10 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	10
10.1 – CONTENU DES DEMANDES DE PAIEMENTS	10
10.2 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE	10
10.3 – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	10
10.4 – INTERETS MORATOIRES	11
10.5 – REGLEMENT EN CAS DE CO-TRAITANCE SOLIDAIRE	11
10.6 - REUNIONS DE DEMARRAGE ET DE SUIVI D'EXECUTION	12
ARTICLE 11 - EXECUTION DE LA PRESTATION	12
11.1 - ENGAGEMENT DU POUVOIR ADJUDICATEUR	12
11.2 - ENGAGEMENT DU TITULAIRE	12
ARTICLE 12 : PENALITES	14
ARTICLE 13 : ASSURANCES	15
ARTICLE 14 : RESILIATION DU MARCHE	15

14.1 – RESILIATION POUR MOTIF D’INTERET GENERAL	15
14.2 – RESILIATION POUR FAUTE	16
<u>ARTICLE 15 : DROIT ET LANGUE</u>	<u>16</u>
<u>ARTICLE 16 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES</u>	<u>16</u>
<u>ARTICLE 17 : DEROGATIONS AU C.C.A.G.</u>	<u>18</u>

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent les prestations ci-dessous désignées :

Entretien, désincarcération d'ascenseurs, de monte-charges et de plate-formes élévatrices Du Centre Hospitalier Le Vinatier

Lieu de d'exécution : Le site principal et les structures extra muros du Centre Hospitalier le Vinatier

Clause de non exclusivité de l'accord-cadre :

Dans le cadre du présent accord-cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à un tiers pour la réalisation de prestations de maintenance corrective/curative non prévues au BPU et/ou dans la DPGF.

Codes CPV :

42416100-6 Ascenseurs

50750000-7 Services d'entretien d'ascenseurs

1.2 - Décomposition en lots

Les prestations prévues au présent marché ne sont pas décomposées en lots car la dévolution en lots séparés est de nature à rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

1.3 - Durée du marché et délai d'exécution

Le marché est conclu pour une période contractuelle initiale de 12 mois à compter du 1^{er} juillet 2025. Il est reconductible tacitement trois (3) fois à date anniversaire, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

Une période estimative de prise de contact avec le titulaire sortant de 6 semaines est prévue (estimation du 15/05/2025 au 30/06/2025) et incluse dans le prix du marché afin d'assurer la bonne transmission et exécution du marché.

Conformément à l'article R2112-4 du code de la commande publique, le titulaire de l'accord-cadre ne peut pas s'opposer à la reconduction.

En cas de non reconduction, le représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) notifie sa décision au titulaire au moins trois (3) mois avant sa date anniversaire ; le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité et reste engagé jusqu'à la fin de la période de validité en cours.

Pour les prestations non couvertes par le contrat de maintenance, elles ne seront exécutées qu'après accord du Centre Hospitalier Le Vinatier, au vu d'un devis préalablement établi par le titulaire, à la demande du service gestionnaire du marché (service sécurité incendie) et validé par le Centre Hospitalier le Vinatier.

1.4 – Procédure de passation

La présente consultation est lancée suivant une procédure d'appel d'offres ouvert passé en application des articles R. 2124-1, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.5 – Forme et étendue de l'accord-cadre

Le présent marché est passé sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande en application de l'article R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

Le présent accord-cadre est mono-attributaire.

Les prestations de l'accord-cadre sont exécutées par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins. Chaque bon de commande précise les prestations décrites dans l'accord-cadre dont l'exécution est demandée et en détermine la quantité.

Le présent accord-cadre est passé sans minimum et avec un maximum en valeur de 800 000 €HT, selon l'article R.2162-2 du Code de la Commande Publique, pour la durée totale de l'accord-cadre, soit 4 années.

1.6 – Prestations similaires

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, de nouveaux marchés pour la réalisation de prestations similaires pourront être passés. Elles seront exécutées par l'attributaire de ce présent marché dans les mêmes conditions d'exécution que le marché initial.

1.7 – Marchés complémentaires

Les prestations effectuées dans le cadre du présent marché pourront donner lieu à des marchés complémentaires conformément à l'article R2122-4 du Code de la commande publique.

1.8 - Prestations à la demande

Pour les prestations entrant dans l'objet du marché mais non prévues au BPU, le CHLV se réserve la possibilité de commander ces prestations sur devis.

Article 2 : Pièces contractuelles du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- ✓ L'acte d'engagement et ses annexes : la décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F) et le bordereau de prix unitaires (B.P.U);
- ✓ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP);

- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG – FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 modifié ; sauf dérogations mentionnés à l'article *Dérogation au CCAG* du présent CCAP
- ✓ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- ✓ L'offre du titulaire (constituée des éléments saisis dans le cadre de réponse technique (CRT) et du mémoire technique) ;
- ✓ Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
- ✓ Les bons de commande

En cas de contradiction entre les pièces constitutives, elles prévalent dans l'ordre de priorité énuméré ci-dessus.

L'exemplaire original des documents, conservé dans les archives du Pouvoir adjudicateur, fait seul foi.

Article 3 : Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

3.1 - Délais d'exécution des bons de commande

Les interventions du prestataire sont soumises à l'émission de bons de commande passés en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande publique.

Le délai d'exécution et les modalités des interventions sont précisés dans le Cahier des Clauses Particulières (C.C.T.P).

L'envoi du bon de commande se fera par courriel.

Le candidat devra préciser dans son offre l'adresse mail à laquelle les bons de commande seront transmis par le Centre Hospitalier Le Vinatier.

Les bons de commande comporteront :

- ✓ La référence du marché
- ✓ La quantité commandée
- ✓ Le prix d'engagement correspondant aux prix du marché
- ✓ Le lieu et les dates d'intervention
- ✓ L'adresse de facturation.

La personne habilitée à rédiger et à signer les bons de commande est le Directeur du Centre Hospitalier Le Vinatier ainsi que ses délégataires.

Les bons de commande pourront être passés jusqu'au dernier jour de validité du marché et pourront s'exécuter après cette date.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

3.2 - Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire remet à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Le titulaire du marché produira tous les six mois jusqu'à la date d'échéance du marché la déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé ainsi que les certificats sociaux et fiscaux en application des articles L8222-1 et D8222-5 du code du travail.

En application de l'article L 8222-6 du Code du travail, et si le titulaire ne respecte pas les formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L8221-5 du code du travail : la personne publique pourra rompre le marché, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

L'application de ces sanctions sera conditionnée par le respect du processus imposé par l'article L8222-6 du Code du travail.

3.3- Développement durable- clause environnementale

Le titulaire doit être force de proposition, notamment sur les 2 « pistes » suivantes :

- Développement durable
- Solutions alternatives permettant de réduire significativement les temps d'immobilisation des appareils pendant les travaux de modernisation.

La liste des pistes indiquée ci-dessus n'est pas exhaustive. Elle doit permettre l'amélioration du service aux usagers et le titulaire peut proposer dans son offre d'autres pistes ayant pour but ce même objectif.

En matière de développement durable, les matériels proposés doivent réduire l'impact environnemental. Par exemple, le titulaire peut proposer :

- des solutions Gearless (absence d'huile, rendement machine, réduction des nuisances sonores)
- une mise en veille des manœuvres et coffrets électroniques en cas de non-utilisation prolongée,
 - des éclairages et signalisation à faible consommation et temporisés,
 - une réduction des bruits (Portes, contacteurs, coulisseaux...)
 - une amélioration du rendement mécanique de l'ascenseur

En ce qui concerne la réduction du temps d'immobilisation, le titulaire propose dans son offre des solutions de travaux permettant de réduire significativement la gêne occasionnée par les travaux pour les usagers. Par exemple, il peut proposer :

- une organisation pour réduire le délai global d'immobilisation de chaque appareil
- une organisation pour permettre une remise en service rapide de l'ascenseur.

Article 4 : Constatation de l'exécution des prestations

Le titulaire répond de la qualité et de la conformité des prestations réalisées.

Il demeure responsable des incidents ou accidents qui pourraient être commis par son personnel.

Pour chaque structure extra muros, le titulaire est tenu de faire signer le bon d'intervention au cadre de santé présent sur place.

Pour les interventions en intra-muros, le titulaire est tenu de faire signer le bon d'intervention au responsable du Service Sécurité Incendie ou son adjoint. En cas d'absence du responsable et de son adjoint, le bon doit être signé par l'agent SSIAP présent en permanence au PC sécurité.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées au moment même de l'exécution du service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du C.C.A.G.-F.C.S.

Article 5 : Maintenance et garanties des prestations

5.1 – Maintenance préventive et curative

Voir CCTP.

5.2 – Garantie

Les pièces et main d'œuvre sont garanties au moins un (1) an dans le cadre de la maintenance préventive et curative.

Cette garantie couvre également les frais consécutifs de déplacement, de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériels nécessaires.

A l'expiration du marché, qu'il soit résilié ou non, le titulaire remettra au CHLV les bons de garantie (ou documents équivalents), des pièces détachées qu'il a remplacées et encore sous la garantie du fabricant.

Article 6 : Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 7 : Avance

En application de l'article 11.1 du CCAG FCS, l'option A (article A.11.1 du CCAG FCS) est retenue dans le cadre du présent marché.

Sauf refus exprimé dans l'Acte d'engagement (article R2191-5 du CCP), une avance, calculée sur le montant TTC du marché, sera versée au titulaire. Le taux de l'avance accordé est de 5 %.

Si le titulaire est une PME, le taux de l'avance accordée est de 20 %.

Article 8 : Prix du marché

8.1– Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires et forfaitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix du marché sont mentionnés hors TVA et en Euros (€).

8.2– Modalités de variations des prix :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois où le titulaire a signé son acte d'engagement ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont éventuellement révisés annuellement à la date anniversaire de début d'exécution (1^{er} septembre) par application de la formule suivante :

$$Pr = P_0 \times (0,15 + (0,85 \times \frac{ICHTrev - TS}{ICHTrev - TSo}))$$

- Pr = Prix révisé
- P₀ = Prix initial contractualisé par le marché
- ICHTrev – TS = valeur du dernier indice définitif connu lors de la demande de révision de l'indice du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés – Commerce par l'INSEE – identifiant 001565169
- ICHTrev – TSo = valeur initiale de l'indice du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés – Commerce par l'INSEE – identifiant 001565169 – date de remise des offres

Les indices de références I seront ceux publiés par l'INSEE (www.insee.fr).

Le titulaire devra adresser à la Cellule des Marchés du Centre Hospitalier Le Vinatier, sa demande de révision de prix au plus tard **trois (3)** mois avant la date anniversaire du marché. A défaut de transmission dans le délai imparti, les prix sont réputés inchangés.

Clause de sauvegarde :

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité pour le titulaire, la partie non exécutée du marché, dans le cas où l'ajustement des prix conduirait à une augmentation supérieure à 3 % (trois pour cent) d'une période à l'autre.

Article 9 : Clauses de réexamen

Il est fait application de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, et de l'article 25 du CCAG-FCS.

La clause de réexamen sera établie par avenant.

En complément de l'article 25 du CCAG-FCS, cette clause de réexamen permettra :

- d'ajouter des sites non prévus dans le périmètre actuel du marché, notamment en cas d'acquisition, de location d'un nouveau bâtiment, reprise d'un bâtiment loué
- de prendre en compte le retrait d'un site : notamment en cas de fermeture d'un site, de mise en location d'un site ou d'une partie d'un site, ...etc.
- d'ajouter ou de supprimer des équipements sur un site déjà repris dans le référencement du marché.

En cas d'ajout d'équipements, il sera notamment fait application des prix du marché. S'il n'y a pas de correspondance avec les prix du marché, les parties conviendront d'un accord librement négocié par avenant.

Article 10 : Modalités de règlement des comptes

10.1 – Contenu des demandes de paiements

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

La demande de paiement ne peut se faire qu'après exécution de la totalité de la prestation indiquée sur le bon de commande ou dans le marché.

Les factures porteront obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro de SIRET du Centre hospitalier Le Vinatier en tant que destinataire de la facture : 266 900 083 00012
- Le numéro du bon de commande (deux lettres + six chiffres) auquel rattacher la facture, qui devra être transmis au fournisseur par le service commanditaire.
- Le cas échéant, le numéro du marché.

Pour les prestations de fourniture : pour attester de l'exécution des prestations de fourniture, le fournisseur doit joindre à la facture le bordereau de livraison signé par le réceptionnaire du CHLV (date + nom + signature).

La transmission des factures au CH Le Vinatier se fait de manière dématérialisée sur le portail national CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>) et ce, même pour les très petites entreprises (moins de 10 salariés).

Le code service à sélectionner pour déposer la facture est : CHV_AVEC_CMD

10.2 – Comptable assignataire

Le comptable assignataire chargé des paiements est la trésorerie hospitalière de la Métropole de Lyon (3, quai des Célestins 69002 LYON).

10.3 – Délai global de paiement

Les délais dont dispose le pouvoir adjudicateur ou son représentant pour procéder au paiement des règlements partiels définitifs et du solde sont fixés à 50 jours.

Ce délai ayant pour point de départ la date de réception de la facture par l'Etablissement, dans les conditions définies à l'article R2192-12 du Code de la commande publique et pour fin, la date à laquelle les fonds sont décaissés par le Trésor Public.

Ce délai est suspendu dès lors que la facture est erronée ; dans ce cas, l'établissement retourne le document litigieux au fournisseur accompagné des observations permettant sa rectification.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

L'attention du titulaire du marché est appelée sur les retards de paiement générés par son fait, notamment par sa carence à produire les pièces demandées, nécessaires à la mise à jour du marché/ou l'absence d'informations concernant les coordonnées du titulaire :

- modification /ou absence de domiciliation bancaire ou postale,
- retard dans le retour des documents transmis pour signature,

et plus généralement pour tout motif de retard imputable au prestataire (retard dans la production des documents, facturation au titre d'un marché non encore notifié, erreur ou omission dans la facturation, facturation avant service fait, erreur d'adressage des factures et autres documents, retard dans la production des indices de référence...).

Tous les motifs de retard imputables au titulaire du marché suspendront de plein droit le délai de paiement.

10.4 – Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par l'accord-cadre donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

10.5 – Règlement en cas de co-traitance solidaire

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet au pouvoir adjudicateur, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants.

L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

10.6 - Réunions de démarrage et de suivi d'exécution

Cf. CCTP

Article 11 - Exécution de la prestation

11.1 - Engagement du pouvoir adjudicateur

11.1.1 - Information du titulaire

L'ensemble des informations nécessaires à la bonne réalisation des prestations sera communiqué par voie dématérialisée (email) au titulaire. Cette disposition est toutefois limitée strictement aux besoins à connaître.

11.1.2 – Identification des responsables du suivi du marché

A la notification du marché, le Centre Hospitalier Le Vinatier fournira les coordonnées des personnes habilitées à suivre l'exécution des prestations du titulaire.

11.2 - Engagement du titulaire

11.2.1 - Modalités d'exécution

Le prestataire assurera, sous sa responsabilité, l'exécution du marché dont les dispositions techniques ont été arrêtées au CCTP.

Chaque Intervention de maintenance préventive ou curative sera consignée sur une fiche d'intervention et/ou registre de sécurité remplie par le technicien et signée par l'utilisateur ou l'un de ses représentants, indiquant en langue française :

- La localisation précise du lieu d'intervention
- le nom du technicien ayant effectué la maintenance ou la réparation ;
- la date ;
- le type, le numéro de série du matériel ;
- l'heure d'arrivée et l'heure de départ ou le temps passé ;
- l'objet de l'intervention ;
- la nature des anomalies constatées ;
- la nature du travail effectué ;
- la référence et la désignation des pièces changées.

Les fiches d'intervention et de maintenance lisibles serviront de support pour le paiement des factures et devront être remises aux Responsables Sécurité Incendie ou leurs représentants le jour

même de l'intervention sur le site principal et au plus tard 24 heures après l'intervention pour une structure extra muros.

11.2.2 - Personnel du titulaire

La composition des équipes de travail du titulaire sera portée à la connaissance de la personne publique, dès la notification du marché, notamment la désignation du responsable de l'exécution des prestations. Les personnels habilités du titulaire sont seuls autorisés à intervenir sur les équipements et matériels objet du marché. Le personnel du titulaire a accès aux matériels ou équipements sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité applicables au service concerné.

Les personnels du titulaire autorisés à intervenir sur les sites doivent être clairement identifiables (port d'une tenue spécifique, badge avec nom de la société et nom et photo du technicien, etc...)

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent à tous les égards les salariés de ce dernier. Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par le titulaire.

11.2.3 - Obligation de discrétion

Le titulaire accepte que les termes et conditions du présent marché soient tenus confidentiels, sans préjudice des dispositions de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal.

Le titulaire qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, a reçu communication à titre confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication sans qu'il soit besoin d'explicitier systématiquement le caractère confidentiel de cette dernière.

11.2.4 - Sous-traitance

Il est rappelé que le titulaire ne peut sous-traiter l'intégralité des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre.

- a) Acceptation des sous-traitants
 - Sous-traitants présentés en même temps que l'offre

Si la demande de sous-traitance intervient au moment de l'offre, le candidat doit fournir un acte spécial signé et contenant les informations et déclarations prévues à l'article R2193-1 du Code de la commande publique. En application de l'article R2193-2 du Code de la commande publique, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement.

- Sous-traitants présentés au cours de l'exécution du marché

Conformément à l'article R2193-3 du code de la commande publique, si la demande de sous-traitance intervient au cours de l'exécution du marché, le titulaire doit remettre au Centre Hospitalier le Vinatier, un acte spécial signé et contenant les mêmes informations et déclarations que ci-dessus.

Pour établir qu'aucune cession et aucun nantissement de créances ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant, le titulaire a le choix entre :

- Produire l'exemplaire unique du marché qui lui a été délivré, afin que la formule d'exemplaire unique soit modifiée,
- Produire une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

En application de l'article R2193-4 du Code de la commande publique, le CHV acceptent le sous-traitant et agréent ses conditions de paiement en signant l'acte spécial. Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R. 2193-3 vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

b) Agrément

Aucun commencement des prestations ne peut intervenir avant que le sous-traitant ait été accepté et ses conditions de paiement agréées.

Le contrat de sous-traitance est conclu entre le titulaire et son sous-traitant, le CHV n'est pas signataire de ce contrat.

c) Modalités du paiement des sous-traitants

L'acte spécial de sous-traitance indique les sommes qui seront réglées au sous-traitant.

Les sous-traitants sont payés selon les modalités et procédure prévues aux articles L2193.10 et R2193.10 et suivants du Code de la commande publique. Il est rappelé que le sous-traitant de premier rang bénéficie, sous certaines conditions, du droit au paiement direct.

Pour le paiement des sous-traitants, le titulaire transmet au CH Le Vinatier, en même temps que sa propre facture, la demande de paiement du sous-traitant, revêtue de son acceptation.

Les modalités de règlement des comptes sont celles décrites à l'article 10.

Article 12 : Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G.-FCS., si le titulaire ne respecte ses obligations, le pouvoir adjudicateur pourra prononcer à son encontre les pénalités ci-dessous.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-FCS., le titulaire du marché n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT.

○ Pénalités en cas de retard dans le délai de désincarcération

Il sera appliqué une pénalité dont le montant par heure de retard est fixé à 500€.

○ Pénalités en cas de retard dans les prestations de dépannage sans remplacement de pièces

Le non-respect du délai de dépannage sans remplacement de pièces donnera lieu à une pénalité dont le montant, par heure de retard, est fixé à 200 €.

○ Pénalités en cas de non-respect du délai de levée des réserves

Le non-respect du délai de levée des réserves donnera lieu à une pénalité dont le montant, par

réserve non levée dans les délais impartis et par jour et par appareil concerné, est fixé à 50 €.

- Pénalités en cas d'absence d'étude de sécurité en local des machines et / ou sur la fiche informatique de l'appareil

L'absence d'étude de sécurité en local des machines et / ou sur la fiche informatique de l'appareil dans les délais indiqués au CCTP pourra donner lieu à des pénalités selon les modalités suivantes : 300 € par semaine par installation au-delà d'un mois après la date de début de prestation.

- Pénalités en cas de retard de remise du rapport annuel d'exploitation dans les délais

Le retard dans la remise du rapport annuel d'exploitation (devant être remis dans le mois suivant la date anniversaire du contrat) est sanctionné par une pénalité fixée à 200€ par jour de retard.

- Pénalité en cas de retard de visite de maintenance

Les visites de maintenance sont espacées au maximum de 6 semaines (obligation réglementaire).

Le retard dans la visite de maintenance est sanctionné par une pénalité fixée à 200 € par jour et par ascenseur concerné.

A défaut d'exécution, le pouvoir adjudicateur se chargera de l'exécution aux frais et risques du titulaire du marché (application de l'article 45 du CCAG FCS).

Article 13 : Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, seront à la charge du titulaire.

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, seront à la charge du pouvoir adjudicateur.

Article 14 : Résiliation du marché

14.1 – Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'obtiendra aucune indemnité de résiliation.

14.2 – Résiliation pour faute

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 41 et 45 du CCAG FCS avec les précisions suivantes : le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

Article 15 : Droit et Langue

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Les différends entre les parties sont réglés selon les dispositions de l'article 46 du CCAG-FCS.

En cas de contentieux, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Lyon :

Tribunal Administratif de Lyon

Palais des Juridictions administratives

184, rue Duguesclin

69433 Lyon Cedex 03

Téléphone : 04 78 14 10 10

Télécopie : 04 78 14 10 65

Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 16 : Clauses complémentaires

➤ Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre N°..... du ayant pour objet
Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'accord-cadre et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français".

➤ **Exécution par défaut**

Il sera fait application de l'article 45 du CCAG-FCS.

➤ **Protection des données personnelles**

Convention de dénomination :

- « **RGPD** » : règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;
- « **candidat(s) au marché public** » : personne(s) physique(s) répondant au présent marché public que celle(s)-ci agissent au nom et pour le compte d'une personne morale ou pour leur propre compte ;
- « **données personnelles** » : données à caractère personnel au sens de l'article 4 du RGPD, soit « toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée « **personne concernée**») ; est réputée être une « **personne physique identifiable** » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale » ;
- « **traitement** » : conformément à l'article 4 du RGPD, « toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction » ;
- « **responsable du traitement** » : conformément à l'article 4 du RGPD, « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement; lorsque les finalités et les moyens de ce traitement sont déterminés par le droit de l'Union ou le droit d'un État membre, le responsable du traitement peut être désigné ou les critères spécifiques applicables à sa désignation peuvent être prévus par le droit de l'Union ou par le droit d'un État membre » ;
- « **sous-traitant au sens du RGPD** » : conformément à l'article 4 du RGPD, la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement;

Sur le traitement de données personnelles par le pouvoir adjudicateur

En application de l'article 13 du RGPD, tout candidat au marché public est informé de ce que les données personnelles qu'il fournit (notamment nom, prénom, adresse mail) sont susceptibles de faire l'objet d'un traitement dans le cadre des procédures de passation, attribution, exécution et archivage du présent accord-cadre selon les caractéristiques suivantes :

- **Identité et coordonnées du responsable de traitement** : Centre hospitalier Le Vinatier, 95 boulevard Pinel - BP 69500 Bron ;
- **Coordonnées de la déléguée à la protection des données** : dpo@ch-le-vinatier.fr;
- **Finalités du traitement** : gestion des phases de passation, attribution, exécution et archivage de l'accord-cadre ;
- **Base juridique du traitement** : selon les finalités, article 6.1 c) et f) du RGPD – pour l'article 6.1 f), le traitement est nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par le CHLV (disposer des informations nécessaires en cas de réclamation ou de contentieux) ;
- **Destinataires ou catégories de destinataires** : agents habilités de la Direction Achat et Ingénierie
- **Durée de conservation** : durée d'utilité administrative
- **Exercice de droits** : conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données personnelles sont traitées disposent notamment de droits d'accès, de rectification et d'opposition qui peuvent être exercés :
 - **auprès du Responsable de traitement, en contactant** :
Pôle Achat et Ingénierie
Centre hospitalier Le Vinatier
Bât 309
95 Bd Pinel
69677 BRON CEDEX
Mail : _cellule_marches@ch-le-vinatier.fr
 - **auprès de la Déléguée à la protection des données du Responsable de traitement, en contactant** :
Déléguée à la protection des données (DPO)
Centre hospitalier Le Vinatier
Bât 309
95 Bd Pinel
69677 BRON CEDEX
Mail : dpo@ch-le-vinatier.fr

Si besoin, les personnes concernées disposent également d'un droit de réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés : **CNIL** - 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

Article 17 : Dérogations au C.C.A.G.

Les dérogations aux C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

- L'article 2 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G-Fournitures courantes et services
- L'article 12 déroge à l'article 14.1 du C.C.A.G-Fournitures courantes et services
- L'article 12 déroge à l'article 14.1.3 du C.C.A.G-Fournitures courantes et services
- L'article 14.1 déroge à l'article 42 du C.C.A.G-Fournitures courantes et services